



## **(nouveau)Parti communiste italien**

Comité Central  
Site: <http://www.nuovopci.it>  
Courriel: lavocenpci40@yahoo.com

---

Délégation du CC du (nouveau)Parti communiste italien  
Adresse : BP 3 4, rue Lénine 93451 L'Ile St Denis  
Courriel : delegazionecpnpci@yahoo.it

---

Communiqué CC 09/10 - 05 Mai 2010

### **Solidarité avec les masses populaires de la Grèce !**

**Le Comité Central du (nouveau) Parti Communiste Italien salue les communistes, les travailleurs et les masses populaires grecques qui luttent contre le gouvernement de la bourgeoisie et du clergé grecs, complice et serviteur des groupes et des puissances impérialistes de l'UE et des USA !**

**Le gouvernement du clan Papandreou, depuis quelques mois successeur du gouvernement du clan Karamanlis, est responsable des mort et des blessés de la lutte en cours !**

**Les communistes et les travailleurs Italiens sont solidaires avec les communistes et les travailleurs de la Grèce !**

**La lutte des communistes et des travailleurs grecs est aussi notre lutte !**

**Leur victoire sera une victoire commune contre la bourgeoisie impérialiste et le clergé !**

**En avant dans la lutte commune !**

Les communistes et les travailleurs avancés de notre pays et certainement aussi ceux d'autres pays européens ont accueilli avec émotion l'appel que les communistes grecs ont lancé du haut du Parthénon :

**Peuple européens, rebellons-nous !**

Les communistes et les travailleurs grecs, ces jours-ci, affrontent avec une force spéciale et avec urgence une grave attaque du système impérialiste. C'est la même attaque à laquelle doivent faire face les travailleurs et les masses populaires de tous les pays européens. Nous devons y faire face, en particulier, nous communistes et travailleurs d'Italie, où jour après jour les emplois sont détruits dans l'engrenage de la crise du capitalisme.

Du Congrès de la CGIL à Rimini (5-8 Mai) le secrétaire sortant, (même si réélu, en septembre il laissera la charge), Guglielmo Epifani a demandé au gouvernement de la bande Berlusconi un engagement triennal extraordinaire pour créer des postes de travail. Cela lui servira peut-être à s'asseoir de nouveau à la table du gouvernement avec Angeletti (UIL) et Bonanni (CISL). Cela lui servira peut-être pour sa future carrière. Mais pas même Epifani ne croit que le gouvernement Berlusconi prenne son appel au sérieux.

Beaucoup se souviennent certainement que Berlusconi, il y a quelques années, avait lui même promis un million de nouveaux postes de travail. Il en a, au contraire, détruit deux millions. Son ministre pour le développement économique jusqu'à hier était Claudio Scajola, qui avait autre chose à faire que de s'occuper de postes de travail. Mais à cela on ne peut remédier en mettant Fini ou Casini, Tremonti ou Bersani à la place de Berlusconi. Justement, ces jours ci le gouvernement Grec montre de manière claire comment se conduit devant la crise un gouvernement bourgeois, intégré dans le système impérialiste mondial et asservi aux financiers, aux banquiers et aux spéculateurs.

Dans les prochaines semaines le gouvernement grec est censé rendre quelques-uns des milliards d'euros que banquiers et financiers lui ont jusqu'à présent prêté et sur lequel il a déjà fait payer aux travailleurs et aux masses populaires grecques des intérêts considérables et des commissions pendant des années. Banquiers, financiers et spéculateurs sont disposés à faire des nouveaux prêts au gouvernement grec, mais à des conditions d'usuriers, avec des commissions et

intérêts encore plus d'usuriers. Officiellement ils demandent des intérêts de 10 %, (au contraire de l'intérêt officiel de 3 % qu'ils obtiennent en prêtant de l'argent au gouvernement fédéral allemand). Mais si nous tenons compte des commissions et des frais de placement des prêts, l'intérêt officiel de 10 % devient alors de 20 % sur la partie du prêt qu'il encaisserait réellement. Ce serait un gain si haut pour une poignée de spéculateurs que entre les mêmes autorités impérialistes s'est levée la peur que cela déclenche une nouvelle crise du système financier international. Si la spéculation sur les titres de la dette publique grecque allait en port, les banquiers, les financiers et les riches qui spéculent sur les autres titres n'accepteraient pas d'être moindres. Des opérations semblables se répercuteraient à la chaîne dans tout le système financier mondial. Chaque spéculateur tâcherait de devancer l'autre et ils bouleverseraient le système monétaire et l'économie mondiale entière qui, étant aux mains des capitalistes, dépend du système monétaire et financier. Pour ceci les gouvernements des plus grands pays impérialistes et leurs agents au Fond Monétaire International, à la Banque Centrale Européenne, au Federal Reserve USA et dans d'autres agences courent aux abris et s'offrent comme intermédiaires : ils prendront l'argent en prêt des financiers, des banquiers et des riches et ce seront eux qui le prêteront au gouvernement grec. Eux les prendront en prêt aux conditions courantes puis ils prêteront l'argent (celui qui ne se perdra pas en chemin pour dépenses, commissions et assurances) au gouvernement grec à un intérêt officiel "augmenté mais pas trop" par rapport à ce qu'ils paieront. Puis ils mettront les travailleurs et les masses populaires grecques directement sous tutelle pour les obliger à payer. Officiellement ce ne sera plus le gouvernement grec le responsable d'étrangler les travailleurs et les masses populaires grecques : il sera ainsi à l'abri du vote. D'autre part un gouvernement grec qui ne rendrait pas les prêts aux échéances imposées ne recevrait pas un sou en prêt. Un gouvernement bourgeois et asservi au système impérialiste mondial ne peut pas se le permettre. Donc le jeu semble simple et sûr. A part que les travailleurs, les retraités et les masses populaires grecques ne se sont pas encore résignés. Ils se résigneront ou est-ce qu'ils réussiront à prévaloir ? La lutte est encore en cours et le résultat nous concerne de près.

À qui ira l'argent que le gouvernement grec recevra peut-être en prêt ?

Sûrement il n'ira pas aux travailleurs et aux masses populaires grecques. Au contraire, c'est à eux que le gouvernement grec et ses parrains imposent et demandent de nouveaux sacrifices. Il ne servira pas à financer les activités, les œuvres publiques ou les services publics de la Grèce. En effet sont programmés des nouveaux licenciements et réductions des services publics. Il servira à « financer la dette publique » : c'est-à-dire qu'il ira dans les poches des banquiers, des financiers et des spéculateurs, des riches et du clergé, à financer leurs luxes et gaspillages, à augmenter leurs richesses, à financer l'acquisition de nouvelles armes des marchands de canons, en grande partie US ou européens.

C'est le même tourment auquel les banquiers, les financiers, les spéculateurs, les riches et le clergé soumettent les travailleurs et les masses populaires du monde entier. Ajoutez la spéculation et aux activités financières sur la dette publique, la spéculation et les activités financières sur les assurances, sur les hypothèques, sur les prêts privés, sur les matières premières, sur les produits de large consommation, sur les actions industrielles et sur les titres dérivés, et vous aurez un tableau de l'engin avec lequel les banquiers, les financiers, les spéculateurs, les riches et le clergé multiplient tous les ans leur argent et rendent de plus en plus difficile la vie aux masses populaires et plus barbare la société. En comparaison les capitalistes qui se contentent d'exploiter les travailleurs en les faisant travailler semblent d'honnêtes hommes d'autres temps ! En réalité l'exploitation capitaliste et la production commerciale sont le terrain sur lequel les spéculateurs, les financiers et les banquiers ont grandi et sur lequel ils prospèrent. Sans ce terrain il y n'aurait pas de banque, de finance et de spéculation. Mais aujourd'hui le contraire est aussi vrai : sans banque, finance et spéculation il n'y aurait pas le capitalisme moderne. Le capitalisme moderne, des monopoles et du marché international, ne peut pas se passer de la banque, de la finance et de la spéculation. Il vit seulement comme leur appendice.

C'est un tourment auquel nous, travailleurs et masses populaires de tous les pays, nous sommes soumis. Pour ce motif le cri des communistes grecs qui appellent à la révolte arrive opportun aux oreilles des masses populaires de tous les pays et est recueilli avec faveur dans tout le continent :

### **Peuple européens, rebellons-nous !**

Mais comme faire ? Sûrement il faut annuler la dette publique. Il ne faut rien rendre. Il ne faut pas la renégocier. Ne pas tâcher d'obtenir quelque escompte ! Est-ce que c'est possible ? Certainement ! C'est même la seule voie réaliste pour ne pas subir entièrement le joug du système impérialiste mondial. Mais il faut aussi prendre des mesures efficaces pour faire face aux rétorsions, aux lock-out, aux boycottages, aux sabotages et aux agressions des puissances et des groupes impérialistes. Sûrement ils chercheront par tous les moyens à faire payer aux travailleurs et à toutes les masses populaires tant de hardiesse et un si mauvais exemple, pour éviter que d'autres peuples prennent la même voie, pour éviter la contagion. En effet, si seulement un pays commence aussi à le mettre en pratique, le cri "Peuple européen, rebellons-nous" sera contagieux.

Un gouvernement qui refuserait de se plier aux conditions du marché financier, qui ne paierait pas et qui déclarerait ne pas payer ni dettes ni intérêts, devrait pourvoir à faire marcher l'activité économique du pays avec des mesures d'urgence et ceci serait aussi un signal pour d'autres pays, qui montrerait comment on fait : les financiers et les spéculateurs du monde entier et leur Autorités auraient des ennuis. Tout leur système monétaire, bancaire et financier serait bouleversé. Pour cette raison les Autorités des plus grandes puissances impérialistes sont en fibrillation. Elles tirent la corde de manière à ce que le gouvernement grec assume des charges encore plus hautes, les plus hautes qu'il réussit à imposer aux ouvriers, aux employés privés et publics, aux retraités, aux travailleurs et aux masses populaires grecques. Mais ils ont peur aussi que la corde se casse, que les masses populaires grecques disent vraiment ça suffit, qu'elles donnent "le mauvais exemple" aux masses populaires d'autres pays, que les masses populaires grecques renversent les Autorités asservies au système monétaire et au système impérialiste, qu'arrive une nouvelle crise financière mondiale. Pour ce motif, bien que hésitants, ils ont décidé de faire un prêt à des conditions moins lourdes que celles demandées par spéculateurs et financiers, pour que le gouvernement grec puisse rendre aux spéculateurs et aux financiers les prêts à l'échéance. Mais c'est une mesure tampon, elle ne peut devenir ni universelle ni ne peut durer longtemps et en échange ils exigent soumission : larmes et sang.

Si le gouvernement ne payait pas, ils menacent de couper les commerces. Les capitalistes grecs menacent de se retirer de la Grèce, de faire des lock-outs à la chaîne. Les ennemis externes du peuple grec se combinent avec les ennemis internes.

Certainement un gouvernement qui déclarerait ne pas payer et ne paierait pas mettrait dans les ennuis tous les patrons et les privilégiés du système impérialiste mondial. Il serait mis à l'écart et certainement déclaré terroriste comme le furent au siècle dernier l'Union Soviétique, la République Populaire Chinoise et les autres pays socialistes tant qu'ils suivirent la voie du socialisme, comme c'est encore le cas pour Cuba. Il entrerait dans la "liste noire", à côté du Venezuela de Chavez et de la Bolivie de Morales, de la Corée du Nord et de l'Iran d'Ahmadinejad. Un gouvernement semblable tiendrait seulement s'il était appuyé énergiquement par les travailleurs organisés, s'il jouissait de leur confiance.

Ce devrait être un gouvernement comme celui que le (nouveau) Parti communiste italien indique aux travailleurs et aux masses populaires italiennes : le Gouvernement de Bloc Populaire, un gouvernement d'urgence constitué et appuyé par les Organisations Ouvrières et les Organisations Populaires.

Les journalistes bourgeois peignent la situation comme s'il s'agissait d'une lutte entre pays : Allemagne contre Grèce. En réalité aujourd'hui dans tous les pays européens les masses populaires affrontent des problèmes analogues et se trouvent dans une situation semblable, par rapport à leurs gouvernements et au système impérialiste mondial.

Le système impérialiste leur rend la vie chaque jour plus difficile. La crise économique et la crise environnementale sévissent et sèment des victimes. Aucun remède efficace et durable de la part des gouvernements de la bourgeoisie et du clergé, des gouvernements qui jouissent de la confiance du système financier international, des gouvernements qui font les intérêts des financiers, des banquiers, des spéculateurs, des riches et du clergé. À la limite, avec des larmes et du sang, les masses populaires réussissent à arracher quelque amortisseur social : temporaire, précaire, partiel.

Le remède définitif et universel à ce cours des choses est de faire la révolution socialiste, instaurer le socialisme : une économie planifiée dans chaque pays et au niveau international, géré consciemment avec pour but de satisfaire les besoins matériels et spirituels de la population entière, dans lequel chaque adulte fait un travail utile et reconnu socialement, chaque usine se charge des tâches qui lui sont assignées et elle reçoit ce dont elle a besoin pour fonctionner, chaque individu dispose des conditions d'une vie digne et il participe selon ses capacités à la gestion de la vie sociale.

Ce n'est pas seulement la théorie communiste qui indique cette solution.

L'Union Soviétique et les autres pays socialistes créés par des travailleurs et des peuples opprimés dans la première partie du siècle dernier ont montré à une grande échelle que le socialisme est la solution aux crises et aux autres barbaries du capitalisme, bien que le socialisme eût été instauré dans des pays arriérés et que les pays socialistes ont dû se défendre constamment d'agressions en tous genres. Tant qu'ils ont persisté sur cette voie, ils ont aussi prospéré. La bourgeoisie et le clergé les craignaient, ils les sabotaient, ils ont plusieurs fois cherché à les attaquer de différentes manières, mais ils n'ont pas réussi à les vaincre. Les premiers pays socialistes ont commencé à déchoir seulement quand ils se sont égarés et se sont mis à singer les capitalistes. Mais leur exemple et leur souvenir font encore aujourd'hui peur à la bourgeoisie et au clergé : pour ceci ils les dénigrent de toutes les manières. Pendant qu'ils réhabilitent le fascisme, ils disent mille mensonges sur les pays socialistes. Parce que le socialisme et le communisme sont notre avenir, pour sortir de la barbarie dans laquelle la bourgeoisie et le clergé nous ont mené.

Mais aujourd'hui en Italie et dans les autres pays européens il est impossible d'instaurer le socialisme directement. Le socialisme se base sur la participation des masses populaires à la gestion de la vie sociale. Il faut que les travailleurs soient en masse convaincus d'instaurer le socialisme et qu'ils soient organisés pour le faire d'une manière adéquate. Pour instaurer le socialisme il faut une transformation profonde dans les masses populaires : le socialisme comporte une réorganisation radicale de la vie sociale, il faut que la direction de la société puisse se baser sur la participation en masse et organisée des travailleurs aux organismes d'entreprises et territoriaux de gouvernement en substitution du système de la représentation parlementaire et de la délégation. Il faut donc un consentement de masse et une participation de masse de la population : chose de laquelle aujourd'hui dans notre pays nous sommes loin parce que le vieux PCI a manqué à ses devoirs, il s'est intégré dans la République Pontificale et il a déçu les espoirs, les aspirations et les besoins des ouvriers et du reste des masses populaires et, par conséquent, le vieux mouvement communiste s'est désagrégé et finalement dissous. Seule l'expérience permettra de nouveau aux ouvriers et au reste des masses populaires de mûrir en eux mêmes les conditions spirituelles et organisationnelles nécessaires pour accomplir cette grande transformation.

Analogue est la situation dans les autres pays européens. On s'attend donc à une lutte dans laquelle les masses populaires des différents pays européens s'entraideront, en plus de trouver des alliés dans chaque coin du monde. À nous communistes Italiens il appartient de faire notre part.

Que faire dans notre pays pour faire face rapidement au moins aux conséquences les plus graves de la crise ?

Il faut constituer un gouvernement d'urgence, formé par les personnalités qui jouissent déjà de la confiance des travailleurs et des masses populaires organisées, d'individus qui sont décidés à adopter les dispositions particulières qui cas par cas réalisent les six mesures suivantes.

1. Assigner à chaque usine une tâche productive (de biens ou services) utiles et aptes à sa nature, selon un plan national : aucune usine ne doit être fermée.
2. Distribuer les produits aux familles et aux individus, aux usines et aux collectifs selon des plans et des critères clairs, universellement connus et démocratiquement décidés.
3. Assigner à chaque individu un travail socialement utile et lui garantir, en échange de son exécution scrupuleuse, les conditions nécessaires pour une vie digne et pour la participation à la gestion de la société : aucun travailleur ne doit être licencié, aucun individu ne doit être marginalisé.
4. Éliminer les activités et les productions inutiles et nuisibles pour l'homme ou pour l'environnement, en assignant aux usines d'autres tâches.
5. Acheminer la réorganisation des autres relations sociales en conformité à la nouvelle base productive et au nouveau système de distribution.
6. Établir des relations de collaboration ou d'échange avec les autres pays disposés à les établir avec nous.

Un semblable gouvernement d'urgence peut être constitué par les Organisations Ouvrières et par les Organisations Populaires qui existent déjà par milliers dans notre pays et qui en partie sont aussi déjà coordonnées entre elles au niveau national.

Le GBP ne sera pas le gouvernement de nous communistes, ce ne sera pas un gouvernement socialiste, mais tous les communistes collaboreront à promouvoir un gouvernement semblable. Déjà tout de suite ils collaboreront pour convaincre les organisations ouvrières et populaires de constituer un gouvernement semblable, à le soutenir, à indiquer au gouvernement les dispositions à prendre situation par situation et moment par moment, à pourvoir directement à la mise en oeuvre de ses dispositions là où et quand l'administration publique les boycotte, à démolir le sabotage des forces les plus réactionnaires et criminelles de la bourgeoisie et du clergé. Seul celui qui n'est pas convaincu de ses idées n'ose pas faire des compromis avec des courants, groupes et individus avec lesquels il n'est pas d'accord au cent pour cent, avec lesquels il peut faire seulement un bout de chemin. Nous communistes nous sommes sûrs de nos raisons et de nos conceptions. Nous sommes sûrs de pouvoir porter la révolution socialiste jusqu'au bout parce que nous sommes sûrs que l'expérience pratique et sur une grande échelle mise en marche par le GBP montrera aux larges masses populaires les raisons qui pour le moment sont seulement notre patrimoine et celui de petits groupes, de toute façon pas encore suffisants pour qu'instaurer le socialisme soit un objectif immédiat.

**La lutte pour créer dans notre pays les conditions pour que se constitue un gouvernement semblable est aussi la majeure solidarité que nous devons donner aux masses populaires grecques.**

**Nous souhaitons aux masses populaires, aux travailleurs et aux communistes de la Grèce de réussir à trouver leur voie. Non seulement donner du fil à retordre au gouvernement vendu du clan Papandreou, mais réussir à constituer leur gouvernement !**

Le peuple grec a une tradition révolutionnaire glorieuse !

Il a su faire face avec héroïsme et succès aux armées de Mussolini !

Il n'a pas donné trêve aux armées de Hitler, pendant que les chefs du clan Papandreou s'étaient réfugiés à l'étranger !

Il a osé défier les impérialistes anglais et américains pour instaurer le socialisme comme débouché de la victorieuse Résistance contre le nazifascisme !

Même si cette dernière entreprise a échoué, elle a laissé un important héritage au peuple grec. L'impérialisme US et l'OTAN pour l'effacer ont eu recours à la dictature des colonels (1967-1974). Mais la Révolution de Décembre a montré que cet héritage est vif. Nous souhaitons que celui-ci soit le juste moment et que les masses populaires grecques

réussissent à constituer enfin un gouvernement populaire qui fasse face à la crise et qui soit un exemple pour tous les peuples européens.

**En avant donc avec confiance et avec force !**

**Solidarité aux masses populaires grecques !**

**Contribuons à leur lutte en avançant vers la constitution d'un gouvernement d'émergence dans notre pays !**